TEXTE EN FRANCAIS

LA FRANCE, L'UE ET LA GUERRE COMMERCIALE ACTUELLE

par Jean-Paul DOGUET

Riga, le 28 juin 2025, Réunion Eurocapitales

Nous vivons aujourd'hui dans un monde du commerce menacé par les initiatives de Donald Trump. Ce monde est celui créé par le GATT en 1947 et étendu par la création de l'OMC en 1995. Mon sujet est : « La France, l'UE et la guerre commerciale actuelle » déclenchée par le président Trump. J'aborderai successivement les points suivants : la situation de la France dans le commerce mondial, ses liens avec l'UE et (par conséquent) quelques éléments pour comprendre sa position actuelle.

Dans le commerce mondial actuel, la France est un acteur important, avec des échanges représentant 71 % de son PIB (Banque mondiale, dernières données disponibles). Selon les données de Comtrade, les exportations françaises en 2023 étaient dominées par les aéronefs motorisés (4,7 %), les médicaments (4,1 %), les voitures particulières (3,9 %), les turboréacteurs et turbines à gaz (3,1 %) ainsi que les pièces et accessoires pour véhicules automobiles (2,3 %); tandis que les importations comprenaient les huiles de pétrole (7,7 %), les voitures particulières (5,9 %), le gaz de pétrole (4,9 %), les pièces et accessoires pour véhicules automobiles (2,5 %) et les médicaments (2,3 %). Les exportations aéronautiques ont continué de se redresser en 2023 (+16,7 %) mais sont restées inférieures aux niveaux de 2019. Les exportations de parfums, cosmétiques, textiles et biens d'équipement ont atteint des niveaux records. Le commerce est vital pour le savoir-faire industriel, et plus encore pour les services. La France se classe au 7e rang mondial parmi les pays exportateurs, mais au 1er rang dans certains secteurs. Sa part dans le commerce mondial est d'environ 1 %.

La France est le troisième partenaire commercial des États-Unis au sein de l'Union européenne (UE). Selon le gouvernement français, la France représentait près de 11 % du total des exportations et importations américaines de biens et services avec l'UE en 2022. En 2024, les États-Unis représentent 8,7 % des exportations françaises et 7,7 % des importations françaises.

La question à se poser est donc : quelle est la vulnérabilité de la France dans la guerre commerciale actuelle ? La réponse n'est pas simple pour plusieurs raisons. Il existe en effet des éléments de vulnérabilité mais aussi de force : tout d'abord, le solde commercial de la France avec les États-Unis est largement déficitaire en faveur de la France. Les États-Unis importent beaucoup de boissons et produits alimentaires français, ainsi que des produits de luxe, mais exportent peu de biens, principalement des services. De petites guerres commerciales ont déjà eu lieu par le passé, à l'époque de George Bush père, visant les fromages ou vins français. Et les États-Unis ont gagné. Cependant, les exportations françaises vers les États-Unis ne représentent que 1,6 % du PIB français, ce qui est bien moins que l'Italie ou l'Allemagne. L'UE, dans son ensemble, tire 2,8 % de son PIB des exportations vers les États-Unis.

La situation actuelle, cependant, n'est pas très claire, en partie à cause de l'UE. Une des raisons pour lesquelles Trump n'apprécie pas l'UE est qu'elle rend impossible l'application du principe classique « Diviser pour régner ». La tactique favorite des États-Unis est de négocier en position de force avec des pays plus faibles. Ce n'est pas possible avec les pays de l'UE et le corps professionnel expérimenté de négociateurs européens. L'UE représente un marché de 450 millions de consommateurs. ET un autre fait très important : la Commission européenne détient le monopole de la négociation des droits de douane. Contrairement à une zone de libre-échange traditionnelle, les

membres de l'union douanière appliquent un tarif extérieur commun sur tous les biens entrant dans l'union. Cela signifie que si Trump décide d'augmenter les droits de douane sur les produits français, on peut craindre des mesures de représailles pour TOUS les biens ou services américains entrant sur le marché européen. Cela rend toute décision délicate, elle doit être très précisément ciblée.

La Commission européenne négocie pour et au nom de l'Union dans son ensemble dans les accords commerciaux internationaux, plutôt que chaque État membre négociant individuellement. Elle représente également l'Union à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et dans tout litige commercial y étant traité.

Pour cette raison, on peut dire que les relations commerciales entre la France et les États-Unis sont triangulaires, trilatérales, et si l'on ajoute les syndicats locaux et associations, on pourrait même parler d'un nouveau type de cadre multilatéral, incluant par exemple entreprises, syndicats agricoles et syndicats professionnels. La France pourrait légalement riposter aux menaces de Trump en augmentant les droits de douane sur les biens américains, comme l'a fait le Canada, ce qui serait légal mais peu efficace. Elle devrait en informer Bruxelles, et cela devrait être temporaire. Toutefois, Macron insiste sur la nécessité d'éviter ce type de politique individualiste et de privilégier des politiques européennes communes. Ce qui est en jeu, c'est la capacité européenne commune à répondre aux attaques tarifaires. Les souverainistes en France reprochent à l'UE de limiter le pouvoir national de représailles. Cependant, il y a peu de désaccords en France sur cette question et la majorité s'accorde à concevoir une riposte européenne qui pourrait, par exemple, cibler stratégiquement les services américains et accroître la puissance française. La situation est toutefois très différente concernant le débat actuel sur le MERCOSUR. Il existe une forte opposition entre le gouvernement français, soutenu par les syndicats agricoles et la plupart des partis politiques, et la Commission, qui pousse à diviser l'accord en deux parties — une politique, l'autre non — afin de rendre la ratification parlementaire inutile. Le temps dira si la France parviendra à unir de grands pays européens (Pologne, Italie, Irlande, Pays-Bas) contre cette ratification, mais le climat actuel ne semble pas favorable à cette option. Il y a en réalité une sorte de « réflexe libre-échangiste » déclenché par Donald Trump qui pousse dans l'autre direction.

En conclusion, je voudrais insister sur la valeur de l'unité européenne pour être plus fort dans les relations commerciales. Plus nous sommes unis, plus nous sommes forts. Mais le libre-échange doit aussi être un commerce équitable et respecter l'environnement, et je ne suis pas sûr que ce soit le cas de l'accord MERCOSUR.

TEXTE ANGLAIS

FRANCE, THE EU AND CURRENT TRADE WAR

By Jean-Paul DOGUET Riga, the 28th of June 2025, Eurocapitales Meeting

We live today in a world of trade that is threatened by the initiatives of Donald Trump. This world is the world created by the GATT in 1947 and extended by the the creation of WTO in 1995. My topic is: "France, the EU and current trade war" triggered by Pt Trump. I will address successively the following matters: the situation of France in world trade, its link with the EU and (therefore) give some hints to understand its current position.

In today's world trade France is an important player, with trade representing 71% of its GDP (World Bank, latest data available). According to data from Comtrade, France's exports in 2023 were led by powered aircraft (4.7%), medicaments (4.1%), motor cars (3.9%), turbojets and gas turbines (3.1%), and parts and accessories for motor vehicles (2.3%); whereas imports comprised petroleum oils (7.7%), motor cars (5.9%), petroleum gas (4.9%), parts and accessories for motor vehicles (2.5%), and medicaments (2.3%). Aerospace exports continued to recover in 2023 (+16.7%) but remained below 2019 levels. Exports of perfumes, cosmetics, textiles, and capital goods reached record highs. Trade is vital to industrial know-how and even more for its services. France is worldwide the nr 7 among exporting countries but nr 1 in some branches. Its share in world trade is more or less 1%.

France is the United States' third-largest trading partner within the European Union (EU). According to the French government, France accounted for almost 11 percent of total U.S. exports and imports of goods and services with the EU in 2022. The US make in 2024 8,7% of French exports and 7,7% of French imports.

So the questions we have to ask is: how vulnerable is France in the current trade war? The answer is not easy for several reasons. There are indeed elements of vulnerability and also of strength: first of all, French commercial balance with the USA is largely in deficit favor of France. The USA imports a lot of French drinks and food, and also luxury goods but exports less goods, mainly services. Little trade wars already happened in the past, in the time of George Bush senior, that targeted French cheese or wine. And the US won. However French exports to the US make only 1,6% of French GDP, this is much less than Italy or Germany. The EU as a whole owes 2,8 of its GDP to exportations to the US.

However today's situation is not that clear, partly because of the EU. One of the reasons Trump doesn't like the EU is that it makes impossible for him to apply the classical principle "Divide ut imperas". The US favored tactics is to negotiate in a position of force with weaker countries. It is not possible with the EU-countries and the professionalized corps of experienced EU-negotiators. The EU is a market of 450 million of consumers. AND another very important fact: the European Commission has the monopoly of negotiating tariffs. Unlike a traditional free trade area—members of the customs union impose a common external tariff on all goods entering the union. This means that if Trump decides to raise tariffs on French produces, I can fear retaliation measures for ALL American goods or services entering the EU-market. This makes any decision awkward, it must be very precisely targeted.

The European Commission negotiates for and on behalf of the Union as a whole in international trade deals, rather than each member state negotiating individually. It also represents the Union in the World Trade Organization and any trade disputes mediated through it.

For that reason we may say that trade relations between France and the US are **triangular**, trilateral, and if we add local unions and associations we may even speak of a new kind of multilateral frame, which would include for instance companies, farmers unions and trade unions. France could legally retaliate to Trump's threats by raising tariffs on American goods, like Canada for instance, which could be legal but not very efficient. It would need to inform Brussels and this would need to be transitory.

However, Macron stresses the necessity to avoid such personal policies and to favor common European policies. What's at stake is the common European capacity to respond to tariff attacks. Soverainists in France are blaming the EU for limitating the national power of retaliation. However, there are hardly disagreements in France on this issue and most agree to conceive a European retaliation that could for instance tackle strategically the American services and increase the French power.

The situation however is very different for the current MERCOSUR debate. There is a serious twist ongoing between French government, backed by farmers organizations and most political parties for accepting that deal. The commission is bullying for dividing the deal in two parts, one political the other one non-political in order to make parliamentary ratification unnecessary. Time will tell if France will manage to unite big European countries (Poland, Italy, Ireland, Netherlands) against this ratification but the current climate clearly doesn't favor this option. There is actually a kind of "free trade reflex" triggered by Donald Trump that goes in the other direction.

As a conclusion would like to emphasize the value of European unity for being stronger in the trade relations. The more united we are the stronger we are. But free trade must also be fair trade and respect environment and I am not quite sure that this is the case for the MERCOSUR deal.